

Questions orales

deuxième plus grande exportatrice du monde. Elle y est parvenue principalement par le truchement de subventions qui faussent le marché mondial.

Les négociations commerciales multilatérales qui sont en cours n'en prennent que plus d'importance. Nous devons y participer pour faire supprimer les subventions qui faussent le commerce et rétablir des règles plus équitables qui nous permettront de mieux livrer concurrence sur les marchés internationaux.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, les inspecteurs américains nous livrent à l'heure actuelle une guerre commerciale en interdisant l'entrée dans leur pays de nos exportations de viande.

Les agriculteurs canadiens voudront sans doute savoir ce que le gouvernement a l'intention de faire à cet égard. Le ministre peut-il nous dire quand le gouvernement prendra des mesures de rétorsion contre l'augmentation du budget du programme américain de subventions aux exportations, qui favorise le grain américain au détriment des exportations canadiennes?

Quand le ministre prendra-t-il des mesures pour mettre un terme au harcèlement des inspecteurs des douanes américaines à la frontière?

Quand le ministre interviendra-t-il pour arrêter la saignée de nos offices de commercialisation agricole, gravement touchés par les mesures que les États-Unis ont réclamées au sujet du yogourt et de la crème glacée?

Quand le gouvernement cessera-t-il de nous cacher ce qui se passe et se décidera-t-il enfin à agir pour arrêter la saignée du secteur agricole canadien?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je trouve plutôt étrange que le député soulève cette question après mon discours de Toronto au cours duquel j'ai évoqué ce problème et déclaré que nous n'avions pas l'intention de rester inactifs.

Nous avons pris l'initiative en faisant savoir aux Américains que nous prendrions des mesures de rétorsion.

Les autorités américaines semblent disposées à admettre qu'il y a un problème. Elles ont des difficultés à résoudre le problème.

Je suis persuadé qu'elles réussiront. J'ai dit au secrétaire à l'Agriculture, M. Yeutter, ainsi qu'à l'ambassadeur, que nous pouvions toujours user de représailles. Nous pouvons nous aussi procéder aux mêmes inspections que les leurs, ce qui ne servirait pas nos intérêts à long terme en matière de commerce.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le secrétaire américain à l'Agriculture a laissé entendre la semaine dernière que les États-Unis ne faisaient que commencer à appliquer le Programme de subventions aux exportations en augmentant le budget de près du triple pour le porter à 900 millions de dollars.

Le ministre sait-il que cela détruit nos marchés à l'étranger et ébranle les cours mondiaux des céréales? Quand le gouvernement a-t-il l'intention d'invoquer l'article 701.4 de l'Accord de libre-échange et d'exiger que les États-Unis cessent de saper nos marchés à l'étranger?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je ne veux pas excuser le recours au Programme de subventions aux exportations, mais je ferai remarquer au député que le chiffre qu'il a cité, 900 millions de dollars, est en réalité prévu pour 1991, non pour 1990. Le montant initialement sollicité pour 1990 était un milliard, mais le Congrès n'a approuvé que 566 millions.

Il s'agit nettement là d'un signal adressé à la Communauté européenne pour lui faire comprendre qu'à moins de progrès aux Négociations commerciales multilatérales pour faire baisser le niveau des subventions qui ont pour effet de fausser le marché, la guerre des prix, la guerre commerciale continuera.

Il est de notre intérêt que les négociations multilatérales soient couronnées de succès et se soldent par des progrès en ce sens. Il est également possible d'invoquer l'article 701 de l'accord commercial; cela constitue clairement un autre moyen d'action. Nous examinons cette possibilité. Nous avons en outre adressé des instances directes aux Américains pour leur faire comprendre que